

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le 10/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL

24 rue Auguste Chabrières
75015 Paris

Références : E4/25 0372
Code AIOT : 0006507073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2024 dans l'établissement ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL implanté 390 Avenue Anna Lindh 77240 VERT-SAINT-DENIS. L'inspection a été annoncée le 05/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL
- 390 Avenue Anna Lindh 77240 VERT-SAINT-DENIS
- Code AIOT : 0006507073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ITM Logistique Alimentaire International est autorisée par arrêté préfectoral n°2020 06 DCSE BPE IC du 12 février 2020 et par arrêté préfectoral complémentaire n°2022 DRIEAT UD 77 029 du 29 mars 2022, à exploiter un entrepôt de stockage de matières

combustibles situé dans la zone industrielle de la commune de VERT-SAINT-DENIS, au 390 Avenue Anna Lindh.

Le site autorisé comprend plusieurs parties :

- L'activité «frais et surgelés»
- L'activité « sec »,
- Les bureaux et autres locaux sociaux,
- Les aménagements extérieurs et utilités.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan d'Opération Interne (P.O.I.)	AP Complémentaire du 12/02/2020, article 7.2.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 12/02/2020, article 7.2.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 12/02/2020, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 12/02/2020, article 7.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4-I de l'annexe II	Sans objet
5	Installations électriques	AP Complémentaire du 12/02/2020, article 7.3.2	Sans objet
7	Locaux de charge	AP Complémentaire du 12/02/2020, article 8.3	Sans objet
8	Ammoniac	AP Complémentaire du 12/02/2020, article 8.4.8	Sans objet
9	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris note des non-conformités relevées et transmettra les éléments demandés dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4-I de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

Constats :

Le suivi des stocks est automatisé (hébergement informatique en dehors du site) et accessible à tout moment. Il est transmis quotidiennement par mail, entre autres, au service QHSE et au PC sécurité.

Cet état des stocks reprend sous forme de tableau, la rubrique ICPE, le seuil autorisé pour la rubrique, l'unité et l'état du stock. Les valeurs en dehors du seuil réglementaire apparaissent en rouge. Un mail d'alerte est envoyé au service QHSE lorsque le stockage approche du seuil établi par l'arrêté d'autorisation du site.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a expliqué que ce seuil avait été dépassé pour la rubrique ICPE 4741 (seuil déclaré 0,5 tonnes, seuil atteint : 0,515 tonnes). Il s'avère qu'une partie de ce stock se

trouve sur un autre site d'ITM (document l'attestant transmis à l'inspection des installations classées). L'exploitant essaye de résoudre ce bug informatique.

L'exploitant a informé l'inspection que leur logiciel de gestion du stock est en cours d'évolution pour permettre un état des stocks par rubrique et par cellule.

La mise à jour automatique de l'état des stocks est effectuée quotidiennement à minuit.
L'inventaire physique annuel était programmé le 31 décembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan d'Opération Interne (P.O.I.)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2020, article 7.2.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes Générales d'intervention

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.

Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur nécessaire.

Le Plan d'Opération Interne comprend à minima le plan de défense incendie établi en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule (rubrique 1510), conformément à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 :

Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Le P.O.I. et les modifications notables successives sont transmis au préfet et au service départemental d'incendie et de secours.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de P.O.I.

Constats :

L'exploitant a affirmé que son P.O.I. serait mis à jour en début d'année 2025 par un bureau d'études. Cela fait suite à l'exercice P.O.I. effectué sur site le 27/03/2024.

Cet exercice a permis d'identifier la nécessité de mettre en place différentes fiches réflexes notamment pour :

- signaler le point d'accès aux secours,
- établir la check-list des actions à mener par les différents acteurs de la gestion de crise,

<ul style="list-style-type: none"> éditer un plan masse plastifié à destination des secours faisant apparaître les principaux cantonnements, les zones à risques, les poteaux incendie et les zones sprinkleur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection son P.O.I. mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2020, article 7.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, dispositifs de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions, Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p>
Constats : <p>Le rapport de contrôle technique périodique des points d'eau incendie du 05/11/2024 par Bureau Veritas fait état de non-conformités. La société ASTI a réalisé la levée de réserves le 24/12/2024 et le 07/02/2025.</p> <p>Le rapport de vérification périodique en exploitation des moyens de secours concourant à la sécurité incendie du 16/12/2024 de Bureau Veritas mentionne des non-conformités sur les RIA, les portes coupe-feu et le désenfumage naturel.</p> <p>Le mainteneur des RIA a été relancé en février 2025.</p> <p>Le bon de commande pour la levée des non-conformités des portes coupe-feu est en attente de validation par l'exploitant au 07/02/2025.</p> <p>L'exploitant a validé le bon de commande de la société FACE Service Expert le 06/02/2025 pour la remise en état du désenfumage suite au contrôle annuel des 13, 14 et 28 juin 2024.</p> <p>Les extincteurs ont été contrôlés par EUROFEU SERVICES les 28/05/2024 et 09/07/2024, le sprinklage par ASTI le 20/09/2024. Des remarques ont été faites sur le réseau de sprinklage,</p>

notamment un défaut de batterie sur le sprinklage du local PRD et des manomètres déréglés à remplacer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les rapports correspondants à la levée des non-conformités pour :

- les RIA,
- le désenfumage (non conformités relevées par Bureau Veritas et Société FACE),
- les portes coupe-feu,
- le sprinklage

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2020, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

À des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en Oz précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n°1
Concentration en O ₂ de référence	3 %
Poussières	5
NO _x en équivalent NO _x	100

Constats :

Le ramonage des chaudières a été effectué le 28/08/2024.

La mesure des rejets atmosphériques a été réalisée par Bureau Veritas le 11/10/2022. Il est noté un dépassement de la valeur limite pour le paramètre Nox. Les poussières n'ont pas été mesurées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les mesures qui ont été réalisées afin de traiter la non-conformité.

Une mesure des poussières devra être faite, conformément à la réglementation, au prochain contrôle prévu en 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2020, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des Installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Le rapport de Bureau Veritas de vérification périodique des installations électriques du 16/05/2024 fait état de non-conformités pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant a fourni le rapport de la société SNEF du 12/12/2024 levant ces non-conformités.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2020, article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
--

Prescription contrôlée :

[...]

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

[...]

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

[...]

Constats :

L'exploitant a montré le rapport de contrôle de Bureau Veritas du 13/07/2023 qui ne mentionne aucune non-conformité.

Le 04/04/2024, le contrôle visuel notait 2 réserves. La mise en conformité n'était pas actée le jour

de l'inspection, l'exploitant était en attente de l'intervention de son prestataire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra le rapport de mise en conformité ou à défaut, les éléments attestant de la prise en charge du traitement de ces réserves.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Locaux de charge

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2020, article 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détecteur d'hydrogène
Prescription contrôlée : Les 2 locaux de charge d'accumulateurs sont situés dans des locaux exclusivement réservés à cet effet, extérieurs à l'entrepôt et isolés par un mur coupe-feu de degré 2 heures au moins. [...] Les locaux sont équipés en partie haute d'un système de ventilation mécanique actionné par un moteur de protection anti-déflagrant afin d'assurer le renouvellement permanent de l'atmosphère. Les locaux sont équipés d'une fosse de collecte des éventuelles égouttures d'électrolytes répondant aux prescriptions définies à l'article sur la prévention des pollutions accidentelles
Constats : Le contrôle des détecteurs d'hydrogène a été effectué le 28 août 2024 par la société AVITECH, celui de l'extraction du local de charge, le 8 novembre 2024 par la société ERI. Aucune non-conformité n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Ammoniac

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2020, article 8.4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Rideau d'eau
Prescription contrôlée : Un rideau d'eau sera mis en place à 30 m de l'installation pour réduire la dispersion de l'ammoniac. Sa mise en œuvre sera asservie à la détection d'ammoniac. L'exploitant assure une maintenance régulière des Installations et effectue un essai au minimum annuel afin de s'assurer de son bon fonctionnement. Une consigne est mise en place et définie clairement le mode de mise en œuvre de cette installation.
Constats :

La société ASTI a vérifié le 23/09/2024, l'installation de sprinklage mise en place pour limiter la dispersion du nuage toxique en cas d'accident. Il est asservi à la détection d'ammoniac. Aucune remarque n'a été faite.

L'exploitant précise qu'une fiche réflexe de la gestion d'une fuite d'ammoniac se situe au niveau du poste de garde.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

Les distances d'effets des flux thermiques ont été calculées avec le logiciel Flumilog le 20/04/2021 et ont été transmises à l'inspection lors du porter à connaissance validé par arrêté préfectoral 2022/DRIEAT/UD/77/029 du 29 mars 2022. Il a été conclu que les flux thermiques du site ne sont pas augmentés dans le cadre du projet par rapport à ce qui avait été autorisé à l'origine. Les flux de 8, 5 et 3 kW/m² ne sortent pas des limites de propriétés.

Type de suites proposées : Sans suite